

barometre 2011

AdCF / OCALIA de diffusion des TIC dans l'Intercommunalité



Centre des Congrès de Lyon, Cité Internationale
Rencontres Interconnectés des 13 et 14 décembre 2011

Unique en son genre, ce baromètre créé en 2004 et produit par l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) et Ocalia, présente chaque année lors des Interconnectés, l'évolution et les utilisations des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les communautés, qu'elles soient de communes, d'agglomérations ou urbaines.

Le baromètre 2011 dresse un panorama :

- Des outils intégrés par les communautés : les thématiques concernées, les fonctionnalités proposées,
- Des moyens mobilisés pour conduire les actions numériques,
- De l'évolution de la couverture haut débit, très haut débit et téléphone mobile des territoires communautaires.

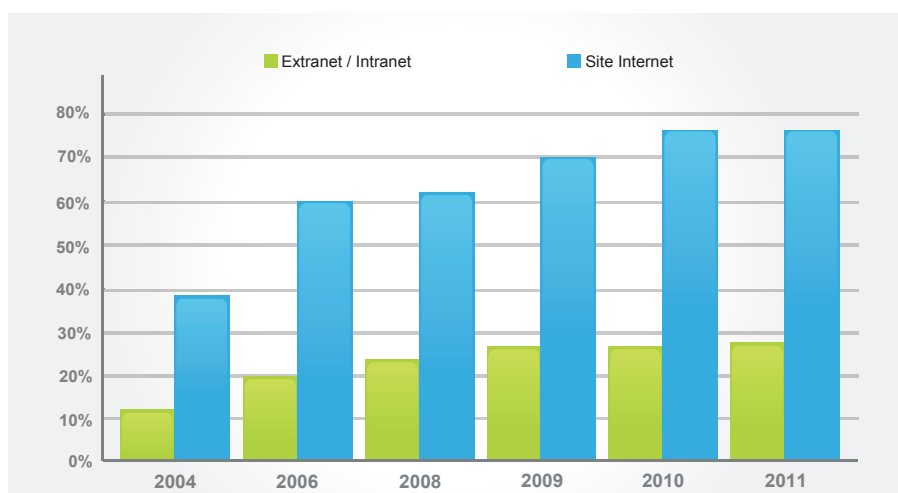
Le baromètre 2011 a été réalisé entre juillet et octobre 2011 (353 réponses).

L'enquête diffusée cette année a été agrémentée de nouvelles questions visant à cerner les tendances à l'œuvre en matière de numérique: l'utilisation des réseaux sociaux, la connexion en mobilité des agents/élus, la couverture mobile et très haut débit, l'utilisation des TIC sur les thèmes liés aux compétences techniques des communautés (déchets, énergie, transports).

ENTRÉE EN SCÈNE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Après la hausse importante de l'ensemble des indicateurs observés en 2009, 2011 confirme la stagnation déjà observée en 2010.

EVOLUTION DU TAUX D'EQUIPEMENT EN SITE INTERNET ET EXTRANET-INTRANET DEPUIS 2004



76% des communautés sont équipées d'un site, chiffre identique à 2010. A noter que le pourcentage de communautés non équipées mais déclarant qu'elles en ont le projet baisse par rapport à 2010 (54% contre 56% en 2010). Les communautés démographiquement les moins importantes sont parmi les moins équipées, elles sont les moins enclines à engager un projet. Les marges de progression paraissant atteindre un plafond pour ces petites communautés, les éventuels fusions de communautés et élargissement de périmètres à venir relanceront peut être l'engagement sur le numérique.

Sur le plan des usages de l'internet, les communautés s'investissent de plus en plus sur les réseaux sociaux : **15% des communautés ouvrent ce types d'espaces et surtout 67% des grandes contre seulement 10% des communautés des zones péri-urbaines et 12% des territoires ruraux.**

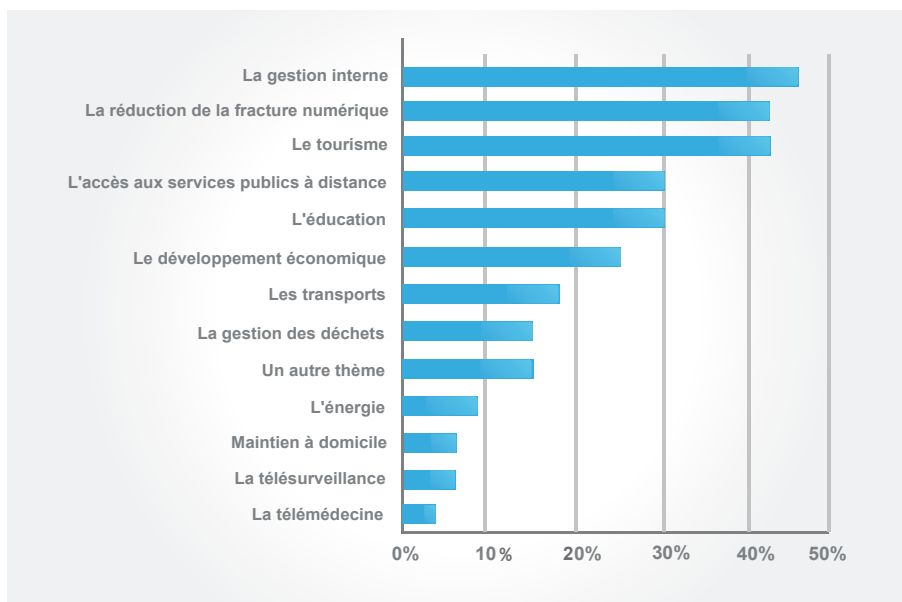
Les sites internet confirment leurs vocations de porte d'entrée territoriale, présentant le territoire (dans 100% des cas), donnant accès aux partenaires locaux pour 95% d'entre eux, diffusant des actualités culturelles et sportives (86%), des informations touristiques et économiques (76% à chaque fois). L'accès à des téléservices se répand (17%) mais le télèglement de prestations (crèches, cantines scolaires, eau, ...) ne progresse pas (4 %, chiffre identique à 2010). Les questions techniques liées à cette pratique, notamment l'intégration avec les outils informatiques internes, restent un obstacle que peu de communautés osent affronter.

27% des communautés disposent d'un site intranet / extranet, en hausse d'un point par rapport à 2010 (26%).

Les tendances constatées l'année dernière sur les intranet / extranet se confirment. Ils sont d'abord des outils de partage d'informations (annuaires, agenda, messagerie, ...) et de ressources documentaires (70%). Ils permettent aussi de gérer les équipements communautaires (réservation de salles, d'équipements, ...) dans 44% des cas. Les fonctionnalités liées au travail collaboratif (1/3) ou à la gestion des ressources humaines (30%) sont moins présentes. A noter tout de même que l'ouverture de ces extranet aux communes membres est en augmentation (67% des intranet / extranet contre 53 % en 2010), tout comme l'ouverture aux élus communautaires de ces dispositifs (34% en 2010, 45% en 2011).

Avec près de 35 % de taux d'implication en 2009, 2010 et 2011, l'implication sur les autres projets numériques est stable. Un groupe de 3 thématiques arrive en tête : le tourisme, l'amélioration des processus de gestion interne et la réduction de la fracture numérique, correspondant à plus de 40% des projets. Un second groupe, constitué des projets liés au développement économique, à l'accès aux services aux publics et à l'éducation représente un peu moins de 30% des autres projets. Puis un 3ème groupe avec les projets liés au transport et à la gestion des déchets (15% environ). Enfin, loin derrière, un dernier groupe concerne la e-santé et le maintien à domicile, le pilotage des consommations énergétiques et la télésurveillance (moins de 10% des autres projets TIC). Ces moyennes recouvrent des différences suivant la taille et le contexte géographique dans lequel se situent les communautés.

LES THÉMATIQUES CONCERNÉES PAR LES PROJETS NUMÉRIQUES



DE GRANDE DISPARITÉS SUIVANT LES CONTEXTES TERRITORIAUX

A l'exception de l'équipement en sites internet, globalement identique quelque soit la typologie de communautés (aux environs de 80%), le contexte conditionne de manière importante le niveau et les thèmes d'implication.

Sur les intranet/extranet, seulement 19% des communautés rurales se sont engagées alors que plus d'une sur deux le sont dans les grandes communautés, 38% des communautés péri-urbaines et 41% des communautés composées d'une ville moyenne. Le contenu de ces outils est également très marqué par la taille et le contexte des communautés : au-delà du partage documentaire, les outils plus élaborés comme ceux liés au travail collaboratif sont inexistantes dans les intranet / extranet des petites communautés alors que 40% des grandes communautés les intègrent et 26% des communautés péri-urbaines et des villes moyennes. Les dispositifs liés à la gestion des ressources humaines sont très peu présents, seules des communautés comportant des villes moyennes se démarquent, mobilisant ce type d'outils dans 26% des cas.

Concernant l'implication thématique, on observe là aussi des différences notables.

Les grandes agglomérations, constituées autour d'une capitale régionale, sont présentes sur de nombreux projets et dans une grande proportion (78%). Elles couvrent de facto une grande variété de thèmes. Elles sont particulièrement engagées sur ceux liés à la gestion interne (100% des cas), ceux liés aux transports, à l'accès aux services publics et au tourisme (plus ou moins 1 cas sur 2 à chaque fois).

Les communautés s'appuyant sur une ville moyenne s'impliquent dans un cas sur deux sur d'autres projets TIC. Elles présentent également une grande diversité de thématiques, globalement identiques à celles des grandes villes mais dans une moindre mesure sur la gestion interne (47%). Elles sont aussi très impliquées sur la réduction de la fracture numérique (41%), l'éducation (35%), le développement économique (35%) et sont les seules à faire référence de manière significative à des projets sur la gestion des déchets (31%) ou sur l'énergie (20%).

Les communautés rurales sont, avec les communautés péri-urbaines, celles qui engagent le moins d'autres projets numériques (dans 1 cas sur 4 pour ces 2 groupes). Les petites communautés s'impliquent principalement sur la réduction de la fracture numérique (48%), le tourisme et la gestion interne (40%), l'éducation et l'accès aux services publics à distance (32%). Les communautés péri-urbaines, moins actives engagent à la fois peu de projets (28%) et couvrent une faible diversité: principalement le tourisme et la gestion interne (36%) et dans une moins grande proportion le développement économique (25%).

Parmi les thèmes nouvellement analysés figurent les compétences techniques intercommunales (énergie, déchets, transports). Sur celles-ci, l'intégration du numérique dépasse l'impact lié à la taille démographique des communautés. Dans le domaine des déchets, les projets concernent principalement le suivi GPS des tournées de collectes, les bacs à ordures ménagères équipés de puces électroniques permettant de mettre en place des systèmes de pesée embarquée. Pour les transports, émerge les plateformes de co-voiturage, les sites internet dédiés à la consultation des horaires, des lignes et calculs d'itinéraires. Sur les champs de l'énergie, les projets sont liés principalement au pilotage de la consommation énergétique des bâtiments publics, aux campagnes de thermographie aérienne pour suivre les déperditions énergétiques des logements, mais aussi les sites de communication et de débats liés aux agenda 21 et aux plans climat.

UNE COUVERTURE DES TERRITOIRES COMMUNAUTAIRES QUI RESTE TRÈS PARTIELLE

Comme nous le constatons depuis plusieurs années, **la couverture haut débit des territoires communautaires reste très partielle**, la grande majorité des communautés (64%) déclare n'être que partiellement couverte. Sans surprise, la proportion de communautés déclarant être intégralement couverte par des offres haut débit est supérieure dans les grandes villes (44%) et en péri-urbain (34%) que sur les agglomérations constituées d'une ville moyenne (29%) et dans le monde rural (25%).

L'ADSL est la technologie la plus répandue (présente dans quasiment 100% des cas), mais les autres technologies poursuivent leurs progressions : le wifi / wimax est présent dans 40% des cas (36% en 2010), la fibre optique sur 32% des communautés (28% en 2010). Le courant porteur en ligne confirme sa disparition, comme nous le présumions en 2010.

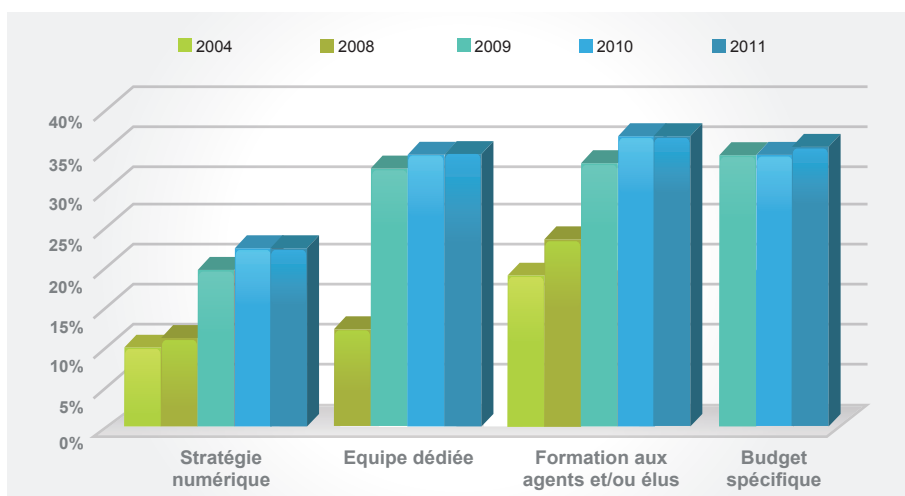
Au-delà de la couverture haut-débit, le baromètre 2011 a complété l'analyse par des questions sur la couverture mobile 3G/3G+ des territoires intercommunaux. **La complétude de cette couverture semble encore poser davantage de problèmes puisque seules 10% des communautés déclarent être intégralement couvertes par les réseaux 3G / 3G+**. Sans surprise là aussi, ce sont les communautés urbaines et périurbaines qui se déclarent les mieux loties (respectivement 33% et 24% affirment être intégralement couvertes, alors que c'est le cas de seulement 4% des communautés rurales). A noter qu'une proportion importante des répondants déclare ne pas le savoir : 28%. Seules 4% des communautés donnent la même réponse sur la couverture haut débit. Ce taux laisse à penser que la couverture mobile est un sujet pour l'instant ressenti comme moins stratégique pour nombre de communautés. Cette moindre attention est étonnante au regard de l'importance pour les acteurs économiques et les particuliers de la connexion en mobilité. Selon Médiamétrie, en 2010, 91% des français de 15 à 60 ans possédaient un téléphone mobile dont 21% un Smartphone. Environ 1 sur 2 s'est déjà connecté à Internet depuis son mobile. Le baromètre 2011 est d'ailleurs l'occasion de constater que les élus et cadres communautaires ne sont pas à l'écart de cet engouement pour la connexion en mobilité. 42% des communautés déclarent que certains de leurs agents et / ou élus utilisent leurs téléphones mobiles pour se connecter à Internet et/ou envoyer des courriels.

Enfin, le baromètre 2011 a été l'occasion d'intégrer une question sur la couverture très haut débit des territoires intercommunaux. 16% des communautés déclarent disposer d'offres de ce type, avec de très grandes disparités entre les grandes communautés (56%) et le monde rural (12%). A noter que le péri-urbain semble nettement moins bien équipé que sur le haut débit ou les réseaux mobiles. Seules 7% des communautés péri-urbaines déclarent disposer d'offres THD. Ces chiffres sont cependant à prendre avec précaution puisque 28% des répondants issus de ce groupe de communautés déclarent ne pas le savoir. Les principales cibles de ces offres sont les entreprises (dans près de 100% des cas), puis les établissements publics (50% des cas) et le grand public (25%). Sur le grand public, seules les grandes villes semblent concernées et, dans une proportion nettement plus faible, les communautés structurées autour de villes moyennes.

DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS EN STAGNATION AVEC DE FORTES DISPARITÉS SELON LES PROFILS DE COMMUNAUTÉS

Sans surprise, la stagnation des projets est corrélée à une stagnation des moyens.

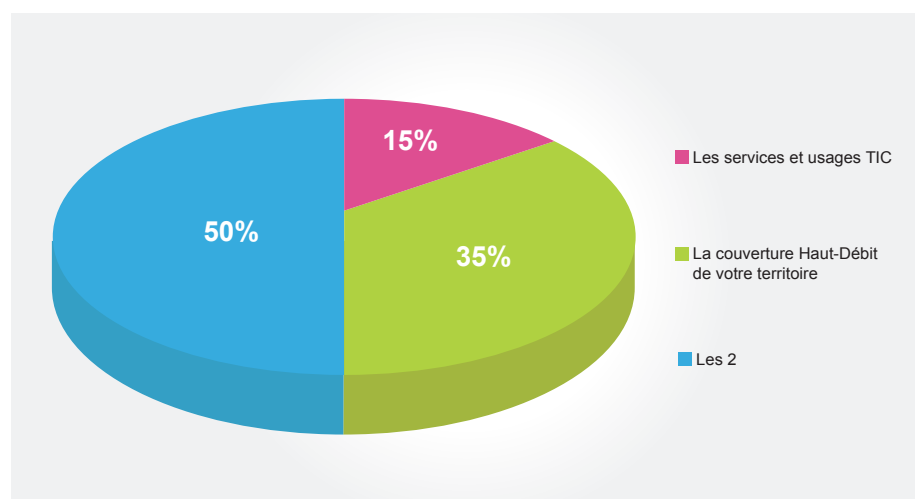
MOYENS ACCORDÉS AU NUMÉRIQUE



L'élaboration d'une stratégie numérique concerne aujourd'hui 22% des communautés, donnée identique à 2010, après la forte hausse de 2009. Elles sont 3 sur 4 à en disposer au sein des grandes communautés, 1 sur 3 dans les communautés composées autour de villes moyennes et en territoire péri-urbain, 1 sur 10 en milieu rural.

Ces stratégies combinent de plus en plus la couverture et le développement des services et usages (dans 50% des cas cette année alors que l'on se situait à 36% en 2010). Les stratégies des communautés s'appuient donc davantage sur les 3 piliers d'une démarche numérique : les infrastructures, les services et les usages, et ceux, sans grande différence selon la taille et le contexte des communautés.

VOTRE STRATÉGIE NUMÉRIQUE CONCERNE :



La formation aux usages ne progresse pas cette année, tout comme la proportion de communautés disposant de personnels dédiés aux TIC.

La proportion de communautés disposant de budgets spécifiques pour conduire leurs politiques numériques progresse légèrement (34% contre 33% en 2010).

Toutes les grandes communautés conduisent des formations et seule 1 grande communauté sur 10 ne disposent pas d'équipes TIC. A l'inverse, seule 1 communauté rurale ou péri-urbaine sur 4 dispose d'un budget dédié.

Après la forte poussée de 2009 sur l'ensemble des indicateurs analysés, on observe en 2010 et 2011, une stabilisation des chiffres. On s'interrogeait l'année dernière de savoir s'il s'agissait d'une pause ou d'une respiration. Cela ne semble pas être le cas. Est-ce une tendance durable qui pourrait se poursuivre tout au long de ce mandat ?

Certains indicateurs, comme le taux d'équipement en sites internet dorénavant proche de 80%, traduisent certainement un phénomène de seuil. Les communautés sont pour la grande majorité équipées et la part résiduelle semble plus réticente à s'engager. D'ici quelques années, après la mise en route de communautés recomposées, il sera intéressant d'observer si la refonte de la carte intercommunale a des effets dans ce domaine d'activité.

Sur nombre d'indicateurs, de très grandes différences d'engagement s'observent entre les communautés de taille moyenne et les grandes, qui sont globalement bien équipées et qui ont fait des TIC un axe fort de leurs politiques. Lorsque le volontarisme n'est pas présent, **les communautés rurales peinent à conduire des projets, par manque de moyens. Plus surprenant, les communautés péri-urbaines** (groupe non isolé lors des précédents baromètres) **sont, elles aussi, très en retrait**, à part sur le tourisme, le développement économique ou la gestion interne.

Ces différences se retrouvent en matière de couverture : les territoires ruraux sont encore très partiellement couverts, tant sur le haut débit, le très haut débit que sur la couverture 3G/3G+. Sur le très haut débit, les territoires péri-urbains restent en marge des plans de déploiement des opérateurs. Les initiatives publiques (des départements et des communautés elles-mêmes, dans 1 cas sur 2) et privées sur les communautés de taille moyenne, structurées autour d'une ville centre, permettent à ces territoires de s'équiper. Enfin, les communautés comportant des grandes villes bénéficient bien évidemment de leur attractivité mais aussi de leurs moyens pour obtenir des niveaux de couverture globalement satisfaisants.

Enfin, **les tendances observées dans la société française trouvent une résonance dans l'intercommunalité, avec l'apparition d'actions sur les réseaux sociaux et la connexion en mobilité des agents et élus** via leurs téléphones « intelligents ».

Sources : Enquête nationale 2011 réalisée par l'AdCF et Ocalia entre juillet et septembre 2011 grâce à l'outil d'enquêtes en ligne e-Enquêtes (www.e-enquetes.com)

Ocalia est un bureau d'études spécialisé dans l'accompagnement numérique des territoires et des institutions du secteur public. Ses interventions concernent la définition de stratégies numériques, la conduite de projets opérationnels sous forme d'assistance à maîtrise d'ouvrage (étude des besoins, étude de faisabilité, cahier des charges, recherche et montage de projets de financement), la conduite d'enquêtes sur les équipements et les usages TIC des acteurs des territoires, ... Ocalia intervient notamment sur les thématiques du e-tourisme, du développement économique, du télétravail, de l'e-inclusion, de la dématérialisation, ...

Pour en savoir plus : www.ocalia.fr - Tél. 04 74 46 38 00



Créée en 1989, **l'Assemblée des Communautés de France** est le porte parole des élus de l'intercommunalité. Elle fédère à ce jour 1 200 communautés de communes, d'agglomération et urbaines, représentant 40 millions d'habitants et deux Français sur trois vivant à l'heure intercommunale.

Pour en savoir plus : www.adcf.org - Tél. 01 55 04 89 00